



Ottawa, le 7 novembre 2024

OBJET : Aider à raccourcir les circuits d'approvisionnement pour nos maisons doit devenir une priorité nationale trans-partisane

ADMINISTRATEURS

Président du conseil

- Jean-Maxim Lebrun, avocat et associé, Dunton Rainville

Vice-président et représentant les consommateurs

- Marc-André Harnois, directeur général, Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC)

Secrétaire et représentant des marchands

- Nicolas Couture, propriétaire-marchand, Couture Timber Mart

Trésorier et représentant des fournisseurs

- Paul Faulkner, gérant du marketing et ventes, Dural

Directeurs, bannières

- Ken Jenkins, président, Groupe Centres de rénovation Castle
- Ian White, président et chef de la direction, Home Hardware Stores
- Daniel Lampron, vice-président et chef de l'exploitation, Groupe Patrick Morin
- Eric Palmer, vice-président et directeur-général, Groupe Sexton
- JP Towner, président, RONA
- Paul Williams, vice-président, matériaux, AD Canada

Directeur, associations et corporations professionnelles

- Maxime Rodrigue, président-directeur général, Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)

Monsieur Justin Trudeau, Premier Ministre du Canada
M. Pierre Poilievre, chef du parti Conservateur du Canada
M. Jagmeet Singh, chef du Nouveau Parti Démocratique du Canada
M. Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois
Mme Elizabeth May, cheffe du Parti Vert du Canada

Pour nos maisons, à l'exception des outils électriques, on fabrique tout au Canada, assez pour construire et rénover de la cave au grenier. En fait, avec l'agro-alimentaire, le secteur de la quincaillerie et des matériaux de construction représente l'une des rares filières industrielles canadiennes verticales encore vivante et dynamique.

Pourtant, nos acteurs économiques ne font l'objet d'aucun encouragement spécifique ni mesure protectrice de la part de l'État fédéral, ni des paliers provinciaux d'ailleurs.

Pendant ce temps, et de manière sans doute accélérée dans un futur rapproché, les États-Unis stimulent l'achat de produits américains sur leur marché domestique et multiplient les barrières à l'importation.

Notre organisme sans but lucratif sous charte fédérale parle et agit au nom de ces centaines d'entreprises manufacturières qui persistent à opérer des usines ici alors que le marché canadien est inondé d'importations, pas toujours respectueuses de nos normes de construction ni fabriquées avec les mêmes soucis de protection environnementale et de conditions de travail qu'on exige des fabricants d'ici.

Il n'est pas dans l'ADN des dirigeants du secteur privé de demander l'intervention de l'État. Mais devant le protectionnisme croissant exprimé par notre puissant voisin et face à des concurrences parfois déloyales provenant notamment de la Chine, notre requête est formulée avec une inquiétude doublée d'impatience.

Parce que le climat de la planète se réchauffe, tant d'un point de vue écologique que géopolitique, il nous faut raccourcir nos circuits d'approvisionnement. Des gains en agilité et en contrôle de qualité sont aussi en jeu.

Tout comme on ne peut gagner un match en ne misant que sur son gardien de but, il nous faut passer à l'attaque : se contenter de réagir aux offensives protectrices des États-Unis, aux barrières tarifaires, aux conflits et cataclysmes ne suffit pas. Soyons proactifs. L'heure est à des gestes concrets visant à réduire notre dépendance dans des secteurs cruciaux comme tout ce qui touche le fait de se loger pour nos citoyens.

D'abord, par exemplarité et en réaction au « Build America, Buy America Act » (BABAA), que l'État fédéral assujettisse tout projet de construction publique et tout projet privé subventionné à un **minimum de contenu canadien**.

Nous souhaitons aussi que tout crédit d'impôt ou autre mesure incitative à la rénovation ou à la construction intègre, en sus de l'incontournable facteur écoénergétique, des critères touchant l'**origine des produits**.

Nous vous proposons également de participer à une **campagne publicitaire** dans le but de promouvoir, auprès des consommateurs et des entreprises, l'achat de produits accrédités par notre programme « Bien fait ici ». Ces milliers de gammes de produits sont issus de manufacturiers établis au Canada qui veillent à satisfaire les normes de construction nationales ainsi que les lois et règlements touchant l'environnement et les conditions des travailleurs.

Mesdames et messieurs les élus, vous avez une belle fenêtre d'opportunité qui s'ouvre d'ici le retour à la Maison-Blanche de M. Trump le 20 janvier 2025 et alors que s'amorce l'élaboration du prochain budget fédéral.

Il nous reste à espérer vous avoir sensibilisé à notre réalité et à vous faire part de notre totale disponibilité pour approfondir les idées esquissées dans cette brève missive et tout autre sujet que vous trouveriez afférent.

Nos manufacturiers avec leurs réseaux de quincailliers et groupements d'achats représentant plus de 3000 entreprises au Canada attendent de vous des positions qui expriment fermement votre solidarité à leur égard. Elles composent un écosystème d'emplois et d'innovations dont la contribution à la vitalité socio-économique des régions et à la santé des finances publiques sont sans comparaison avec les impacts fort limités des produits importés.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, mesdames et messieurs ministres et députés, l'expression de notre très haute considération pour votre dévouement en faveur des intérêts de notre pays.

Le président-directeur général,



Richard Darveau

richard@ici-here.ca

514-984-2183

Bien fait ici / Well Made Here est un organisme à but non lucratif sous charte fédérale collectivement co-fondé en octobre 2018 par plusieurs bannières et associations professionnelles. Notre raison d'être consiste à encourager l'achat de matériaux de construction et d'articles de quincaillerie de qualité faits au Canada et destinés au marché résidentiel.